

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative - Bâtiment A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 19/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ZINQ TOULOUSE SAS**

ZI des Terres Noires  
81370 Saint-Sulpice-La-Pointe

Références : 81-CRARC-2026-51  
Code AIOT : 0006802323

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement ZINQ TOULOUSE SAS implanté ZI des Terres Noires 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier électronique en date du 3 février 2026, l'inspection des installations classées a été saisie d'une plainte de voisinage. Le plaignant signale la présence de fumées industrielles accompagnées d'odeurs métalliques ou chimiques inhabituelles, perceptibles hors du site industriel. Il précise que ces épisodes sont plus marqués lors de conditions météorologiques défavorables à la dispersion des polluants (air froid, faible vent).

L'inspection a pris contact avec le plaignant le 4 février 2026 afin d'identifier et de caractériser plus précisément ces nuisances.

Après quelques investigations la société ZINQ TOULOUSE SAS a été suspectée d'être à l'origine de ces nuisances.

Une inspection inopinée a eu lieu le 9 février 2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ZINQ TOULOUSE SAS
- ZI des Terres Noires 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe
- Code AIOT : 0006802323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ZINQ TOULOUSE SAS est implantée à Saint-Sulpice-la-Pointe depuis 1988. L'établissement est spécialisé dans la galvanisation à chaud de pièces en acier, opération qu'il réalise en sous-traitance de nombreux clients dans le domaine du BTP, de l'agriculture, du mobilier urbain, etc. Quinze autres établissements de galvanisation appartenant au groupe ZINQ FRANCE sont positionnés sur l'ensemble du territoire français.

Les opérations de galvanisation ont permis de traiter environ 850 tonnes d'acier par mois au cours de l'année 2025, correspondant à une consommation mensuelle de zinc de l'ordre de 60 tonnes. Deux zones distinctes sont présentes au sein de l'établissement permettant le traitement des pièces en fonction de leurs dimensions :

- la zone des grands bains où les pièces de grande longueur sont accrochées sur des cadres métalliques ;
- l'atelier de centrifugation où les pièces plus petites sont placées dans des tonneaux.

La galvanisation à chaud nécessite des opérations préalables en vue de la préparation des pièces, à savoir :

- le dégraissage qui va dissoudre les huiles de coupe, les graisses et les corps gras par immersion dans un bain contenant de l'acide phosphorique dilué ;
- le décapage permettant l'élimination des traces de rouille et de calamine par immersion dans un bain contenant de l'acide chlorhydrique dilué ;
- le fluxage qui va apporter une meilleure « accroche » du zinc sur l'acier par immersion dans un bain contenant des chlorures de zinc et d'ammonium.

La société ZINQ TOULOUSE SAS est régie par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2008 autorisant le fonctionnement de l'unité de galvanisation et de l'atelier de traitement de surface, complété par les arrêtés préfectoraux du :

- 3 mars 2017 actualisant les prescriptions techniques ;
- 18 juin 2024 actualisant le tableau de classement des activités exercées.

L'établissement est à enjeux au sens de l'instruction technique relative au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées car, il est soumis à la directive sur les émissions industrielles (IED) au regard des rubriques 3230.c et 3260.

Suite à la parution de la loi industrie verte, le site n'est plus soumis à l'obligation de constitution des garanties financières au titre du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Pollution atmosphérique : généralités	Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Pollution atmosphérique : installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Pollution atmosphérique : contrôles à l'émission	Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.6	Demande d'action corrective	1 mois
5	Pollution atmosphérique : valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article Annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée a permis de constater :

- la présence de fumées blanches fugitives en toiture du bâtiment, confirmant ainsi les émissions atmosphériques décrites dans la plainte. Ces émissions fugitives sont probablement dues à la carence conjuguée des systèmes de captation et d'aspiration des fumées émises lors de l'immersion des pièces en acier dans le bain de galvanisation "grande cuve" ;
- la détérioration des joints d'étanchéité constitués par deux bavettes souples positionnées en partie supérieure de la hotte de captation des fumées émises lors de l'immersion des pièces en acier dans le bain de galvanisation "petite cuve" ;
- que les rapports de contrôle des rejets à l'atmosphère en sortie des conduits n°2 (bain galva "grande cuve") et n°4 (bain galva "petite cuve") font apparaître des débits d'air nettement en dessous des valeurs réglementaires.

Compte tenu des non-conformités relevées, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de

respecter les prescriptions techniques de son arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 septembre 2008 relatives à la captation des émissions atmosphériques et aux débits d'air nominaux en sortie de cheminée.

A cet effet, un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.  Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.
<b>Constats :</b>  Les bains de traitement de surface (dégraissage et décapage) ne sont pas chauffés et ne sont pas à l'origine, en l'état actuel, d'émissions atmosphériques. Ainsi, l'atelier de traitement de surface n'est pas équipé de système de captation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Pollution atmosphérique : généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution atmosphérique : généralités
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère (poussières, gaz polluants, odeurs). Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection inopinée et avant la prise de contact avec l'exploitant, il a été constaté la présence d'une fumée blanche qui s'échappait par les lanterneaux positionnés en partie supérieure de la toiture. Cette situation n'est pas conforme. A ce stade de l'inspection, il n'a pas été possible d'identifier l'unité de production exploitée par l'établissement à l'origine de ces

émissions atmosphériques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai n'excédant pas 1 mois, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de capter à la source, canaliser et traiter les émissions atmosphériques générées par le fonctionnement de ses installations afin de limiter les rejets dans l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Pollution atmosphérique : installations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution atmosphérique : installations de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets atmosphériques des deux bains de galvanisation du site sont captés et traités avant rejet à l'atmosphère. [...]         Les unités de traitement sont régulièrement entretenues. Ces opérations d'entretien sont consignées sur un registre conservé sur le site. [...]         Les installations de traitement des effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière : <ul style="list-style-type: none"> <li>• à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents ;</li> <li>• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été constaté que la fumée blanche aperçue au niveau des lanterneaux de toiture provient d'une mauvaise captation de l'important nuage d'effluents gazeux générés lors de l'immersion des pièces en acier dans le bain de galvanisation "grande cuve".         En effet, plusieurs anomalies sont repérées rapidement par l'inspection, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la hotte de captation positionnée au dessus du bain de galvanisation "grande cuve" n'est pas étanche, des fumées s'échappent en particulier par les côtés et en partie inférieure ;</li> <li>• la gaine reliant la partie supérieure de la hotte à la canalisation de collecte des effluents atmosphériques est détériorée. Ainsi, l'aspiration des fumées vers le système de traitement n'est pas efficace.</li> </ul> Le bain de galvanisation de l'atelier de centrifugation dit "petite cuve" n'était pas utilisé au moment de l'inspection car la production dans l'atelier venait de s'arrêter. Pour autant, il a été vérifié la présence de dispositifs de captation des effluents atmosphériques au dessus du bain de galvanisation de l'atelier de centrifugation. Selon les premières constatations, les bavettes souples

positionnées en partie supérieure de la hotte, faisant office de joints d'étanchéité, sont détériorées, favorisant les émissions fugitives dans l'atelier et éventuellement dans l'air extérieur. Ainsi, l'exploitant doit remettre en état les systèmes de captation situés au dessus des deux bains de galvanisation afin de réduire la pollution émise.

Les systèmes de traitement des effluents gazeux sont régulièrement entretenus par un entreprise extérieure. Au regard des factures présentées par l'exploitant, il a été procédé à :

- un entretien/contrôle les 9 octobre 2023 et 26 novembre 2024 ;
- un remplacement de tous les filtres à manche des deux systèmes de traitement du 12 au 14 février 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant dans un délai n'excédant pas 1 mois de capter efficacement les émissions atmosphériques générées lors de l'immersion des pièces en acier dans les deux bains de galvanisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Pollution atmosphérique : contrôles à l'émission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article 3.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution atmosphérique : contrôles à l'émission

**Prescription contrôlée :**

Les rejets à l'atmosphère sont contrôlés selon la périodicité fixée dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté. Les contrôles doivent être effectués par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées, dans des conditions de déclenchement définies en accord avec celles-ci.

Les contrôles périodiques prévus par le présent arrêté doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées. [...]

Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport de mesures pour les contrôles périodiques. Cette transmission des résultats est accompagnée des commentaires sur les dépassements constatés ainsi que sur les actions correctrices prises ou envisagées. Sont également précisées les conditions de fonctionnement de l'installation contrôlée.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté les 4 derniers rapports de contrôle des rejets à l'atmosphère pour les

années 2022 à 2025. L'inspection s'est focalisée sur les rejets à l'atmosphère des conduits n°2 (bain galva "grande cuve") et n°4 (bain galva "petite cuve").  
Les mesures annuelles sur le conduit n°2 n'ont pas été réalisées en 2023 et 2024.  
Les résultats de ces contrôles, accompagnés des commentaires sur les dépassements constatés ainsi que sur les actions correctrices prises ou envisagées, ne sont pas transmis à l'inspection dès réception du rapport de mesures.

**Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- respecter les périodicités de contrôle des rejets à l'atmosphère du conduit n°2 (bain galva "grande cuve") ;
- transmettre à l'inspection les résultats des contrôles périodiques des rejets à l'atmosphère, accompagnés des commentaires sur les dépassements constatés ainsi que sur les actions correctrices prises ou envisagées, dès réception du rapport de mesures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Pollution atmosphérique : valeurs limites de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/09/2008, article Annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution atmosphérique : valeurs limites de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les rejets sont contrôlés par un organisme agréé par le ministère chargé de l’écologie, selon la périodicité fixée dans le présent tableau :

Émissaire	Paramètre	Valeur limite en mg/Nm3 (1)	Périodicité
Bain galva grande cuve (débit nominal : 50 000 Nm³/h)	Acidité totale exprimée en H	0,5	1 contrôle par an
	Alcalins, exprimés en OH	10	
	Poussières	20	
Bain galva petite cuve (débit nominal : 8000 Nm³/h)	Zinc et ses composés	5	
	HCl	5	
	Vitesse d'éjection de gaz	8 m/s	

(1) les valeurs limites sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapportés à des conditions normalisées de température (270°K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau



(gaz secs). Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite. Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

**Constats :**

Les rapports d'analyses présentés par l'exploitant confirment le respect des valeurs limites d'émission au niveau des conduits n°2 et 4.

En revanche, les débits mesurés (exprimés en  $\text{m}^3/\text{h}$  dans les rapports sont équivalents à des  $\text{Nm}^3/\text{h}$ ) sur les conduits n°2 et 4 sont les suivants :

- année 2022 : 19700  $\text{Nm}^3/\text{h}$  sur le conduit n°2 - 4390  $\text{Nm}^3/\text{h}$  sur le conduit n°4
- année 2023 : pas d'analyse sur le conduit n°2 - 4540  $\text{Nm}^3/\text{h}$  sur le conduit n°4
- année 2024 : pas d'analyse sur le conduit n°2 - 4480  $\text{Nm}^3/\text{h}$  sur le conduit n°4
- année 2025 : 13100  $\text{Nm}^3/\text{h}$  sur le conduit n°2 - 4440  $\text{Nm}^3/\text{h}$  sur le conduit n°4

Ces débits sont très nettement inférieurs aux valeurs réglementaires fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, à savoir respectivement 50 000  $\text{Nm}^3/\text{h}$  et 8 000  $\text{Nm}^3/\text{h}$ . L'exploitant doit identifier les raisons de cette baisse des débits puis engager des travaux de mise en conformité sur les installations de captation/aspiration des fumées.

**Il procédera, après réalisation des travaux, à une analyse des rejets atmosphériques par un organisme agréé afin de confirmer les débits de 50 000  $\text{Nm}^3/\text{h}$  sur le conduit n°2 et 8 000  $\text{Nm}^3/\text{h}$  sur le conduit n°4.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai n'excédant pas 1 mois, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les débits sur les conduits n°2 et 4.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois